

ment les prétentions de certains Etats et en général de tous les ennemis du Saint-Siège, et, tout en les examinant, de faire justice des sophismes effrontés sur lesquels ils s'appuient pour tenter d'anéantir les droits imprescriptibles de l'Eglise, qui sont les droits mêmes de Dieu.

Ici, ce sont des politiques qui, pour avoir plus facilement raison de l'Eglise, l'empêchent de parler, tout en laissant le champ libre à ses adversaires, dont la bouche vomit la calomnie et l'injure avec d'autant plus de violence, que l'on voudrait imposer silence à la victime.

Evidemment, c'est là une criante iniquité, c'est méconnaître l'un des droits les plus fondamentaux de l'Eglise, droit incontestable qui a été confié par Jésus-Christ à ses apôtres : "Allez, enseignez toutes les nations, prêchez l'Evangile à toute créature". Ces paroles sont absolues, et par là même l'Eglise a le droit de parler aux princes comme aux sujets ; tous relèvent de son enseignement. Et puis, en voulant bâillonner l'Eglise, ses ennemis ne prouvent-ils pas que leur cause est mauvaise, puisqu'ils ne peuvent réussir à dominer leurs adversaires qu'en leur fermant la bouche ? Il est facile d'avoir un semblant de raison quand on a seul la parole.

Là, ce sont des politiques qui, pour entraver la liberté de l'Eglise, l'enlacent de mille liens, la soumettent à des réglemens tyranniques, et rêvent de ramener l'époque néfaste où l'empereur Joseph II voulait *refaire l'Eglise à neuf*.

C'est là de la persécution ouverte, puisque c'est mettre obstacle à l'exercice d'un droit qui tient à l'essence même du catholicisme. L'Eglise, instituée par Dieu pour le salut des âmes, a par conséquent le droit de parler, d'agir, de se mouvoir, pour répondre au commandement divin qui l'a chargée d'enseigner tout l'univers. Des réglemens de police ne peuvent, par là même, prescrire contre ses libertés. Les princes sont par rapport à l'Eglise ce que les citoyens sont par rapport au prince : ils sont sujets. Les souverains sont ils infallibles et impeccables, pour avoir droit de régenter l'Eglise, qui a pour mission de sauver l'humanité ?

Ailleurs, ce sont des politiques qui, sous prétexte que l'Eglise est une société spirituelle, prétendent qu'elle n'a pas le droit de posséder et cherchent, par la sécularisation des biens ecclésiastiques, à la spolier du patrimoine qu'elle possède. C'est là raisonner comme si l'homme était un être purement spirituel. Ravir à l'Eglise ses biens, c'est lui enlever ses moyens d'action. Toutes les institutions charitables qui couvrent le sol de l'Europe sont nées de l'esprit chrétien. Le jour où elles seraient sécularisées, elles ne tarderaient pas à disparaître. Vouloir les rendre profanes, c'est vouloir leur destruction et leur ruine et par conséquent rendre impossible l'action de l'Eglise dans le monde.

Ailleurs encore, ce sont des politiques qui s'en vont répétant par les mille trompettes d'un journalisme mercenaire, que l'Eglise